ASSEMBLÉE NATIONALE

24 juin 2013

CONSOMMATION - (N° 1156)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N ° 983

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 69

Après l'alinéa 1, insérer les trois alinéas suivants :

« 1°A L'article L. 3121-11 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Munis d'une réservation préalable, ils ne peuvent stationner que dans l'heure précédant la prise en charge de leur clientèle dans l'enceinte des aéroports qui ne font pas partie de leur commune de rattachement ou d'un service commun comprenant leur commune de rattachement. »

« 1°B L'article L. 3123-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Munis d'une réservation préalable, ils ne peuvent stationner dans l'enceinte des aéroports que dans l'heure précédant la prise en charge de leur clientèle. » .

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les transporteurs de personnes à moto (TPM) ne peuvent stationner dans les aéroports que munis d'une réservation préalable.

En effet, comme l'a rappelé le Conseil constitutionnel (dans sa décision n° 2013-318 QPC du 7 juin 2013), la circulation et le stationnement sur la voie publique en quête de clients ne peuvent s'exercer que dans le cadre réglementé de l'activité de taxi.

Toutefois, afin de prévenir tout risque d'engorgement de la circulation dans les aéroports, le présent amendement vise à interdire le stationnement des motos dans leur enceinte (même munies d'une réservation préalable), plus d'une heure avant la prise en charge de la clientèle.

Cette restriction est donc justifiée par des considérations d'ordre public, en termes de police de la circulation et du stationnement.

Ce délai d'une heure maximum de stationnement autorisé pour les véhicules réservés avant la prise en charge du client permet de régler la question de la présence dans les aéroports des motos justifiant d'une réservation lointaine dans le temps et qui peuvent alors se livrer à du « racolage » dans l'attente de l'arrivée de la personne pour laquelle elles sont réservées (ce qui constitue un délit aux termes de l'article L. 3124-9 du code des transports).

Par ailleurs, par souci de cohérence, le présent amendement vise également à instaurer une disposition similaire pour les taxis, lorsqu'ils exercent leur activité sur réservation préalable, dans des aéroports situés en dehors de leur commune de rattachement.

Cet amendement faisant l'objet d'un accord avec les organisations professionnelles de taxis, le Gouvernement est particulièrement attaché à son adoption.